

# Commune de Miserey-Salines

Région de Bourgogne  
Franche-Comté  
Département du Doubs

## Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint

Réunion du 20 janvier 2017 en mairie

### Révision du PLU (Plan Local d'Urbanisme)

En application de l'article L.153-34  
du code de l'urbanisme.

Projet de révision du PLU arrêté par délibération  
du Conseil municipal en date du 18 janvier 2017

Maître d'ouvrage : Commune de Miserey-Salines  
Mairie : 13, rue du 9 septembre (25480)  
Tél : 0381587676 - [mairiedemiserey@wanadoo.fr](mailto:mairiedemiserey@wanadoo.fr)  
Site : [misereysalinesplu.fr](http://misereysalinesplu.fr)

Bureau d'études : Panorama BFC  
7, rue du Tunnel (25000)  
Tél : 0632354485 - [panorama.bfc@free.fr](mailto:panorama.bfc@free.fr)

## SOMMAIRE

Préambule	Page 3
Liste des personnes invitées à participer à la réunion	Page 3
Procès-verbal de la réunion	Page 4
En annexe	Page 7
Annexe 1 : Risques miniers (extrait PAC DREAL)	Page 7
Annexe 2 : Arrêté préfectoral relatif au bruit n°2011159-0010	Page 8
Annexe 3 : Arrêté préfectoral relatif au bruit n°25-2015-12-03-002	Page 14

## Préambule

Les personnes visées à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, pour l'examen conjoint de l'État, de la commune, et des personnes publiques associées, ont été invitées par le Maire, par courrier et par courriel transmis le 3 janvier 2017, à participer à la réunion du 20 janvier 2017, objet du présent procès-verbal.

Le rapport de présentation et l'étude d'entrée de ville ont été transmis à ces mêmes personnes ou à leur représentant, dont la liste est portée ci-après, par courriel en date du 10 janvier 2017 par le bureau d'études en charge de la révision du PLU. Ces documents sont à l'identique de ceux figurant au dossier d'arrêt du projet.

Par délibération en date du 18 janvier 2017, conformément à l'article L.153-34, le Conseil municipal a arrêté le projet de révision du PLU. En application de l'article R.153-12 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a tiré le bilan de la concertation simultanément lors de l'arrêt du projet.

En application de l'article R.153-12, le projet de révision arrêté est soumis à enquête publique. Il ressort de cette disposition que le projet de révision arrêté n'est pas modifiable avant l'enquête publique. Les observations faites par les personnes publiques lors de l'examen conjoint sont consignées dans le présent procès-verbal, lequel, conformément à l'article R.153-12, accompagne le projet de révision arrêté et sont ensemble soumis à l'enquête publique.

## Liste des personnes invitées à participer à la réunion

Monsieur le Maire de Miserey-Salines a convié les personnes suivantes :

- Monsieur le Préfet du Doubs
- Madame la Présidente du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté
- Madame la Présidente du Conseil Départemental du Doubs
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture, Doubs-Territoire de Belfort
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs
- Monsieur le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Franche-Comté
- Madame la Présidente du Syndicat Mixte du SCoT
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon

Pour information à :

- Madame Valérie THOMAS, DDT du Doubs, pour le Préfet
- Monsieur Frédéric PEYTARD, Agence Foncière du Doubs, pour le Conseil Départemental
- Monsieur Bruno FLÉCHAIRE, Bureau d'études Panorama BFC, chargé d'études de la révision du PLU

# Procès-verbal de la réunion

## Étaient présents :

- Monsieur Marcel FELT, Maire de Miserey-Salines
- Madame Ada LEUCI, Conseillère Municipale
- Madame Valérie THOMAS, représentante de la DDT du Doubs, pour le Préfet
- Madame Sandrine JACQUOT, représentante de l'Agence Foncière, pour le Conseil Départemental
- Madame Elodie LOUISET, représentante de la Chambre d'Agriculture
- Madame Fabienne MÉOTTI, représentante de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon
- Monsieur Bruno FLÉCHAIRE, Directeur du bureau d'études Panorama BFC

## Excusés :

- Monsieur BARTHOD, représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat
- Madame Sophie GAUZENTE, représentante de l'AUDAB

M. le Maire remercie vivement les personnes présentes à participer à cette réunion d'examen conjoint dans le cadre de la révision « Allégée » du PLU.

Il fait état de la genèse du projet, précisant que la commune de Miserey-Salines a concédé une promesse unilatérale de vente à l'organisme SMCI, ce afin que l'aménageur dispose de l'ensemble des terrains aménageables dans la zone 1AUy.

Mmes THOMAS, JACQUOT et MÉOTTI indiquent que, compte tenu du délai contraint, une dizaine de jours entre la réception des pièces et la réunion, elles ne disposent pas de tous les avis de leurs services, et ajoutent que si de nouvelles observations se faisaient connaître, elles feraient l'objet d'un courrier au maire. M. FLÉCHAIRE précise que tout courrier émanant des PPA reçu par le maire, avant et pendant l'enquête publique, doit, sans délai, être joint au dossier d'enquête, tant celui au format papier que celui mis en ligne sur le site internet, et être porté à la connaissance du commissaire enquêteur.

M. FLÉCHAIRE présente le dossier par projection de 45 diapositives reprenant les thématiques du rapport de présentation de la révision :

Les objectifs de la révision, la localisation du projet, des photos du site, le statut du terrain, l'objet du projet, les enjeux du projet, l'exposé des motifs de la révision, l'examen au cas par cas, l'étude d'entrée de ville, les autres motifs de modification, l'impact du projet sur les espaces boisés, les espaces naturels, agricoles et forestiers et leur fonctionnalité, sur le réseau Natura 2000, les ZNIEFF, les APPB (protection biotope), les sites classés et inscrits, la trame verte et bleue, les habitats communautaires situés hors site Natura 2000, les espèces remarquables et/ou protégées, les zones humides, les paysages, et sur les risques naturels, technologiques et sanitaires, l'exposition de la population aux risques et aux nuisances, l'impact sur la pollution atmosphérique, la compatibilité du projet avec les documents supracommunaux, les conséquences de la révision sur les documents du PLU, la notion de validité de la révision, la concertation publique, le projet de règlement de la zone 1AUy (après révision), le projet d'orientations d'aménagement de la zone 1AUy (après révision) et les orientations d'aménagement de la zone 1AUy (avant révision).

Le projet reçoit un avis favorable de toutes les personnes publiques présentes à la réunion et la DDT souligne la très bonne qualité des études réalisées.

Néanmoins, le projet appelle les observations suivantes :

1- Mme THOMAS demande que des boisements existants situés le long de la rue Ariane II (D108) et de l'ancien tronçon de la route nationale, appelé rue ARN dans l'étude, soient protégés et repérés dans les Orientations d'Aménagement (OA) au titre des paysages et pour conserver des éléments existants qui forment une barrière naturelle contre les bruits de circulation sur ces voies.

M. FLÉCHAIRE précise que des boisements ont déjà été coupés le long de la rue Ariane II, à priori dans la parcelle n°113, parcelle qui a fait l'objet d'une expropriation pour réalisation de travaux d'intérêt général.

2- Mme THOMAS précise qu'elle a questionné la DREAL pour savoir si des travaux d'élargissement de la rue ARN sont prévus dans le cadre des travaux connexes à la mise à 2x2 voies de la N57, notamment pour l'aménagement d'un espace linéaire pour les modes doux.

M. le Maire précise que les parcelles n° 114 et 120 ont été expropriées dans l'objectif de réaliser des travaux d'amélioration du tracé de la rue ARN.

3- Mme JACQUOT précise que le Conseil Départemental n'est pas favorable à l'aménagement d'un trottoir le long de la D108, et qu'il n'y a donc pas lieu de maintenir la disposition suivante prévue au projet : « Des accès piétonniers sont admis depuis la rue Ariane II, sous conditions qu'ils permettent de rallier un arrêt de transport en commun et de l'accord préalable du gestionnaire de la voie ».

4- Mme MÉOTTI alerte sur l'existence d'un arrêt de bus dessiné au croquis d'ambiance de l'étude d'entrée de ville, ce qui pourrait être interprété comme une réalité ou un projet à venir. Elle indique que la CAGB ne prévoit pas l'installation ici d'un arrêt de bus et demande à ce qu'il soit retiré du croquis. Elle ajoute que par contre la disposition évoquée au 3 ci-dessus peut, de son point de vue, être maintenue.

M. le Maire considère alors qu'il n'y a plus lieu de conserver ce croquis d'ambiance, que le document graphique intitulé « Résumé schématique de mesures compensatoires proposées » figurant à la page précédente de l'étude d'entrée de ville, est suffisant pour illustrer les principales conclusions de cette étude.

5- Mme THOMAS demande que soit reportée dans les OA l'orientation des façades en lien avec la disposition réglementaire suivante prévue au projet : « Les façades principales ne doivent pas être positionnées suivant une orientation nord/nord-ouest et ouest/nord-ouest », ceci dans l'objectif d'améliorer la lisibilité de la règle.

6- Mme THOMAS demande que soit ajouté au « Résumé schématique de mesures compensatoires proposées » de l'étude d'entrée de ville, le périmètre de la zone 1AUy, de même que sur les deux documents graphiques figurant au rapport de présentation et à l'étude d'entrée de ville, lesquels s'intitulent « Cas 1 : Situation actuelle » et « Cas 2 : Situation avec classement route express ».

7- Mme THOMAS demande que soit ajouté à la phrase suivante figurant au rapport de présentation, chapitre VII, « Aucun bâtiment ne doit être implanté à moins de 10 mètres du bord du cordon boisé préservé, ceci pour favoriser la création d'une nouvelle lisière bénéfique à l'écotone. » le texte suivant « et par mesure de sécurité pour les bâtiments au regard du risque de chutes d'arbres ».

8- Mme THOMAS demande que soit ajouté aux OA le dessin des parcelles n° 113, 114 et 120, et précisé dans le texte des OA que la parcelle n°113 supporte le passage souterrain d'une ligne d'électricité. Elle suggère de caler la limite d'inconstructibilité prévue côté D108 sur la limite nord de la parcelle n°113, ceci afin d'interdire la construction dans toute la parcelle n°113.

M. FLÉCHAIRE rappelle que la distance retenue au projet est de 20 mètres par rapport à l'axe de la D108 ; il indique que la limite nord de la parcelle n°113 se situe au-delà des 20 mètres, à une trentaine de mètres au plus court et à une soixantaine de mètres au plus éloigné de l'axe de la route.

M. le Maire s'interroge sur le cas où une partie de cette parcelle venait à être rétrocédée à l'aménageur, contre paiement. Dans l'hypothèse suggérée par Mme THOMAS, l'aménageur rachèterait donc une parcelle inconstructible.

Mme THOMAS indique que si la société RTE (Réseau de transport d'électricité) lui communique des précisions, elle les répercutera à la commune.

9- Mme LOUISET précise que la Chambre d'Agriculture note la perte d'une superficie agricole d'environ 1 hectare, mais souligne le bien fondé du projet qui a notamment pour objectif de favoriser la densification d'un espace à urbaniser.

M. FLECHAIRE indique que l'aménagement de la zone 1AUy1 ne s'est pas fait au détriment des espaces agricoles, car le terrain était boisé ; que cette information pourrait être insérée au rapport de présentation, au thème « Impact du projet sur les espaces naturels, agricoles et forestiers et leur fonctionnalité ».

10- Mme THOMAS demande que l'information par laquelle la zone 1AUy n'est pas impactée par une servitude de protection des monuments historiques soit ajoutée au rapport de présentation.

11- Mme THOMAS précise que selon la cartographie actuelle des risques naturels établie en 2012, la zone 1AUy n'est pas concernée par le risque effondrement du sol, alors que le projet fait état de ce risque dans la partie nord de la zone.

M. FLECHAIRE précise que le règlement du PLU, au titre 7 « Zones 1AUy » stipule notamment : « Ces zones sont concernées par des secteurs, identifiés au plan de zonage, lesquels sont soumis à des risques naturels de type effondrement de terrain ; ces secteurs sont constructibles sous conditions particulières. », et ajoute que le plan de zonage fait état du risque effondrement dans la partie nord de la zone 1AUy lieudit « La Lye ».

Mme THOMAS conclue en indiquant que lors de la révision générale du PLU à venir, laquelle a été prescrite par délibération du conseil municipal du 27 avril 2016, c'est la nouvelle cartographie des risques naturels établie en 2012, soit après l'approbation du PLU de Miserey-Salines, qui devra être prise en compte.

12- Mme THOMAS fait état de risques miniers dans la commune de Miserey-Salines et remet un document à M. le Maire et à M. FLÉCHAIRE. Ce document est intitulé « Risques miniers (extrait PAC DREAL) » ; il est joint au présent procès-verbal en annexe 1.

Ce document précise notamment que la commune de Miserey-Salines est concernée par 2 concessions minières : celle de Miserey-Salines et celle de Chatillon-Le-Duc. Qu'aucun aléa minier n'a été retenu sur la commune de Miserey-Salines pour la concession de Chatillon-Le-Duc. Que concernant la concession de Miserey-Salines, toujours exploitée, l'administration n'a pas connaissance précisément de l'ensemble des travaux miniers réalisés sur la concession et des éventuels aléas miniers en découlant. Qu'aussi la commune est vivement invitée à contacter l'exploitant afin que les travaux miniers et les aléas miniers soient pris en compte dans le PLU ; le nom, l'adresse et le n° de téléphone de l'interlocuteur de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSME) exploitant les 2 concessions, sont précisés dans ce document.

**M. FLÉCHAIRE conseille à M. le Maire de contacter cette personne afin de disposer rapidement, avant le début de l'enquête publique, d'informations précises sur les aléas miniers relatifs à la concession minière de Miserey-Salines.**

13- Mme THOMAS demande que le rapport de présentation soit complété des informations relatives au Schéma Directeur d'Assainissement (SDA).

M. le Maire précise que la zone 1AUy est comprise dans le zonage d'assainissement collectif.

Mme LEUCI ajoute que les réseaux d'assainissement (Eaux usées et Eaux pluviales) et d'eau potable existent sous la rue Ariane II, et que le réseau d'électricité existe à proximité de la zone 1AUy.

M. FLÉCHAIRE demande à M. le Maire de lui communiquer un extrait du SDA afin de pouvoir l'insérer dans le rapport de présentation.

14- Mme THOMAS demande que les 2 arrêtés préfectoraux portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit soient annexés au présent procès-verbal et au rapport de présentation. Elle remet à M. FLÉCHAIRE l'arrêté n°25-2015-12-03-002 en date du 03 décembre 2015 et indique que l'arrêté n°2011159-0010 du 08 juin 2011 est disponible sur le site internet des services de l'État dans le Doubs.

L'arrêté n°2011159-0010 est joint au présent procès-verbal en annexe 2, celui n°25-2015-12-03-002 est joint au présent procès-verbal en annexe 3.

À l'examen du document graphique joint à l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2015, l'ensemble de la zone 1AUy est impacté par le bruit.

À l'examen du plan de zonage du PLU, l'ensemble de la zone 1AUy est impacté par le bruit.

15- Mme THOMAS fait part du courrier reçu de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Bourgogne Franche-Comté. L'ARS précise dans ce courrier que la thématique « bruit » a bien été prise en compte dans l'étude et que les nuisances éventuelles apportées par cette révision ont été prises en compte.

16- M. le Maire demande le retrait des textes du rapport de présentation et de l'étude d'entrée de ville qui évoquent l'installation d'un arrêt de transport en commun rue Ariane II. Ceci par mesure de cohérence avec l'observation n°4 ci-dessus.

**Remarque finale : Ces observations portées à la connaissance du public dans le cadre de l'enquête publique seront soumises à l'avis du commissaire enquêteur.**

**Le conseil municipal, à l'issue de l'enquête publique, examinera les observations des personnes publiques, les observations du public et le rapport, avis et conclusions du commissaire enquêteur, et pourra éventuellement modifier le projet pour tenir compte de ces observations et avis avant d'approuver la révision du PLU.**

Le Maire,  
Marcel FELT  
(Cachet et signature)



## En annexe

### Annexe 1 : Risques miniers (extrait PAC DREAL)

Annexe 1

#### Risques miniers (extrait PAC DREAL)

La commune de Miserey-Salines est concernée par 2 concessions minières de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSME): celle de Miserey-Salines et celle de Châtillon-le-Duc.

La concession de Châtillon-le-Duc a fait l'objet d'un dossier d'arrêt définitif des travaux. Un porter à connaissance a été réalisé auprès du maire de la commune de Châtillon-le-Duc uniquement car aucun aléa minier n'a été retenu sur la commune de Miserey-Salines pour la concession de Châtillon-le-Duc.

Concernant la concession de Miserey-Salines, celle-ci est toujours exploitée. Cette concession arrivera à échéance au 31/12/2018 et l'exploitant devrait remettre prochainement au Préfet, un dossier d'arrêt définitif des travaux. Toutefois, l'administration n'a pas connaissance précisément de l'ensemble des travaux miniers réalisés sur la concession et des éventuels aléas miniers en découlant.

Aussi, la commune est vivement invitée à contacter l'exploitant afin que les travaux miniers et les aléas miniers soient pris en compte dans le PLU.

L'interlocuteur de CSME est M. Hertz (17, rue Gabriel PERI - 54 110 Varangéville - 03.83.18.73.57).

A noter qu'à l'issue de l'instruction du dossier d'arrêt définitif des travaux, un porter à connaissance de la commune de Miserey-Salines sera réalisé.



PREFECTURE DOUBS

## Arrêté n °2011159-0010

signé par PREF- SG - Le secrétaire général - Pierre CLAVREUIL  
le 08 Juin 2011

25 Département DOUBS  
DDT

Arrêté approbation classement sonore du  
Doubs





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU DOUBS

Direction  
Départementale  
des Territoires

ARRÊTE n°

en date du

*portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement  
acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit*

Doubs

LE PRÉFET DU DOUBS  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

service prévention des  
risques, sécurité  
unité prévention des  
risques naturels et  
technologiques

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L571-10 et R571-32 à 571-43 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R111-4-1 et R111-23-1 à R111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R123-13, R123-14 et R123-22 ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret n° 9521 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels, et les bâtiments d'enseignement ;

Vu les avis des communes concernées suite à leur consultation lancée le 5 novembre 2010 ;

Vu les avis du Conseil Général en date du 10 février 2011 et de Pays de Montbéliard Agglomération du 10 décembre 2010 ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 6169 à 6175 du 23 novembre 1998 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Doubs et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit ;

SUR proposition de madame la directrice départementale des Territoires ;

horaires d'ouverture :

9h00 - 12h00

13h30 - 16h30

téléphone :

03 81 65 62 62

télécopie :

03 81 65 62 01

[www.doubs.equipement-agriculture.gouv.fr](http://www.doubs.equipement-agriculture.gouv.fr)

6, rue Roussillon BP 1169

25003 BESANCON Cedex

## ARRETE :

### Article 1er : Dispositions abrogées

Les dispositions des arrêtés préfectoraux n°6169 à 6175 du 23 novembre 1998 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Doubs et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sont abrogées.

### Article 2 : Classement des infrastructures

Les infrastructures de transports terrestres du Doubs figurant en annexe 1 du présent arrêté sont classées en application de l'article L571-10 du code de l'environnement et conformément aux articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour chacun des tronçons d'infrastructures concernés, le tableau indique :

- le classement dans une des 5 catégories définies par l'arrêté du 30 mai 1996,
- la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

Une représentation cartographique de ce classement est jointe en annexe 2 du présent arrêté : elle a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

### Article 3 : Niveaux sonores de référence

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 1 du présent arrêté sont :

catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Les niveaux sonores indiqués sont évalués en des points de référence situés conformément à la norme NF S31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour "les rues en U"
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, et augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant. Cette distance est mesurée :
  - pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
  - pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les notions de rue en U et tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

#### **Article 4 : isolement acoustique des bâtiments**

Dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux codes de la construction et de l'environnement :

- Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.
- Pour les bâtiments d'enseignement, de santé et les hôtels, l'isolement acoustique est déterminé selon les 3 arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

#### **Article 5 : Communes concernées**

Les communes concernées par les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 du présent arrêté sont :

Adam-les-Vercel	Bonnetage	Colombier-Fontaine
Aibre	Bourguignon	Courcelles-les-Montbéliard
Amagney	Braillans	Courchapon
Appenans	Branne	Cubrial
Arbouans	Breconchaux	Cubry
Arc-et-Senans	les Bréseux	Cussey-sur-l'Ognon
Arçon	Brognard	Dambenois
Arguel	Bulle	Dampierre-les-Bois
Athose	Burgille	Dampierre-sur-le-Doubs
Aubonne	Busy	Dannemarie-sur-Crête
Audeux	Chaffois	Dasle
Audincourt	Chalèze	Deluz
Autechaux	Chalezeule	Desandans
Autechaux-Roide	Champagny	Devecey
Auxon-Dessous	Champlive	Dommarin
Auxon-Dessus	Champoux	Dompierre-les-Tilleuls
Avanne-Aveney	Champvans-les-Moulins	Doubs
Avoudrey	Charquemont	Ecole-Valentin
Bannans	Chasnans	Ecot
le Barboux	Chatillon-Guyotte	l'Ecouvotte
Bart	Chatillon-le-Duc	les Ecorces
Baume-les-Dames	Chaucenne	Ecurcey
Bavans	Chaufontaine	Emagny
le Belieu	Chaux-les-Clerval	Epenoy
Berche	Chay	Esnans
Berthelange	Chemaudin	Etalans
Besancon	la Chenalotte	Etouvans
Bethoncourt	Chenecey-Buillon	Etray
Beure	Chevigney-sur-l'Ognon	Etupes
Bief	Chevigney-les-Vercel	Exincourt
Blussangeaux	la Chevillotte	Fallerans
Blussans	Chevroz	Ferrières-les-Bois
Bondeval	Chouzelot	Fesches-le-Chatel
Bonnal	Clerval	les Fins
Bonnay	la Cluse-et-Mijoux	Flangebouche

Fontain	Mesandans	Roche-lez-Beaupre
Fontaine-les-Clerval	Métabief	Romain
les Fontenelles	Miserey-Salines	Ronchaux
Fontenotte	Moncley	Rougemont
Fourbanne	Montbéliard	Roulans
les Fourgs	Montbenoit	Ruffey-le-Chateau
Fournets-Luisans	Montfaucon	le Russey
Frambouhans	Montferrand-le-Chateau	Saint-Antoine
Francois	Montflovin	Saint-Georges-Armont
Frasne	Montfort	Saint-Gorgon-Main
Fuans	Montlebon	Saint-Hilaire
Geneuille	Montperreux	Saint-Hippolyte
Gennes	Morre	Sainte-Marie
Gouhelans	Morteau	Saint-Maurice-Colombier
Goux-les-Usiers	Naisey-les-Granges	Sainte-Suzanne
Grand-Charmont	Nancray	Saint-Vit
Grand'Combe-Chateleu	Narbief	Samson
Grandfontaine	Nods	Santoche
le Gratterie	Noel-Cerneux	Saone
Grosbois	Noirefontaine	Sechin
Hauterive-la-Fresse	Noironte	Seloncourt
Hérimoncourt	Nommay	Serre-les-Sapins
l'Hopital-du-Grosbois	Novillars	Sochaux
l'Hopital-Saint-Lieffroy	Orchamps-Vennes	Sourans
les Hopitaux-Neufs	Omans	Taillecourt
les Hopitaux-Vieux	Ougney-Douvot	Tarcenay
Houtaud	Ouhans	Thise
Hyèvre-Magny	Oye-et-Pallet	Touillon-et-Loutelet
Hyèvre-Paroisse	Paroy	Trepot
l'Isle-Sur-le-Doubs	Pelousey	Tressandans
Jallerange	Pessans	Vaire-le-Petit
Jougne	Pirey	Vaire-Arcier
Laire	Placéy	Valdahon
Laissey	Pointvillers	Valentigney
Lamod	Pompierre-sur-Doubs	Vancians
Lavans-Quingey	Pontarlier	Vaux-les-Prés
Liebvillers	Pont-de-Roide	Velesmes-Essarts
Longeville-sur-Doubs	Pouilley-Francais	Vennans
Loray	Pouilley-Les-Vignes	Vennes
Lougres	Pouligney-Lusans	Vercel-Villedieu-le-Camp
Luxiol	Presentevillers	Vergranne
Maiche	la Preticre	Verne
Maisons-du-Bois-Lièvremon	Pugey	Vernierfontaine
Mamirolle	le Puy	le Vernoy
Mandeure	Quingey	la Vèze
Marchaux	Rang	Vieilleley
Mathay	Recologne	Vieux-Charmont
Mazerolles-le-Salin	Rennes-sur-Loue	Villars-sous-Ecot
Modière	Rillans	Villers-Buzon
Mercey-le-Grand	la Riviere-Druegon	Villers-le-Lac
Merey-Vieilley	Roche-les-Clerval	Villers-sous-Dampjoux

Voillans  
Vorges-les-Pins

Voujaucourt  
Vuillecin

**Article 6 : Transcription dans les documents d'urbanisme**

Dans les communes concernées par le présent arrêté disposant de documents d'urbanisme (POS ou PLU), une mise à jour de ceux-ci sera effectuée conformément aux articles R123-13, R123-14 et R123-22 du code de l'urbanisme.

**Article 7 : Formalités administratives**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Doubs et affiché durant un mois à la mairie des communes concernées.

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées
- à Monsieur le Président du Conseil Général du Doubs
- à Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes EST – Division d'exploitation de Besançon
- à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche – Comté
- à Monsieur le Directeur des Autoroutes Paris Rhin – Rhône
- à Monsieur le Directeur Régional de RFF Bourgogne Franche – Comté

**Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Doubs, la Directrice Départementale des Territoires du Doubs et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Besançon, le - 8 JUIN 2011  
Le préfet,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Pierre CLAVREUIL



PRÉFET DU DOUBS

Direction Départementale des Territoires du Doubs  
Service Eau Risques Nature et Forêt

**ARRÊTE n° 25-2015-12-03-002 en date du 03 décembre 2015**

**portant mise à jour de l'arrêté N° 2011-1519-0010**

*portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit*

**Le Préfet de la région Franche-Comté  
Préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L571-10 et R571-32 à 43 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R111-4-1 et R111-23-1 à R111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R123-13, R123-14 et R123-22 ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels, et les bâtiments d'enseignement ;

Vu les avis des communes concernées suite à leur consultation lancée le 03 août 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2011159-0010 du 08 juin 2011 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Doubs et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs

Arrête

**Article 1er : Dispositions abrogées**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2011159-0010 du 08 juin 2011 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Doubs et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sont mises à jour par les articles suivants.

**Article 2 : Classement des infrastructures**

Les infrastructures de transports terrestres du Doubs figurant en annexe 1 du présent arrêté sont classées en application de l'article L571-10 du code de l'environnement et conformément à l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé.

Pour chacun des tronçons d'infrastructures concernés, le tableau indique :

- le classement dans une des 5 catégories définies par l'arrêté du 23 juillet 2013,
- la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

La mise à jour porte sur le classement des voies ferrées conventionnelles.

La représentation cartographique de ce classement est modifiée en conséquence. Elle est jointe en annexe 2 du présent arrêté : elle a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

Si, sur un tronçon de l'infrastructure, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, la section correspondant à cette protection n'est pas classée.

**Article 3 : Niveaux sonores de référence**

L'article 3 de l'arrêté est complété par le tableau suivant :

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles :

catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)
1	86	81
2	82	77
3	76	71
4	71	66
5	66	61

#### **Article 4 : isolement acoustique des bâtiments**

Article inchangé

#### **Article 5 : Communes concernées**

Les communes concernées par la modification des secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 du présent arrêté sont :

##### **Pour le réseau ferroviaire :**

##### **a) communes concernées par le classement sonore de 2011 et toujours concernées par le classement sonore ferroviaire de 2015 :**

Aibre	Cubry	Novillars
Appenans	Dampierre-sur-le-Doubs	Ougney-Douvot
Arc-et-Senans	Dannemarie-sur-Crête	Pompierre-sur-Doubs
Bart	Deluz	Pouilley-Français
Baume-les-Dames	Desandans	la Pretière
Berche	Ecole-Valentin	Rang
Besancon	Emagny	Recologne
Bethoncourt	Esnans	Roche-les-Clerval
Blussangeaux	Etouvans	Roche-lez-Beaupre
Bonnal	Fourbanne	Rougemont
Branne	Franois	Roulans
Burgille	Geneuille	Ruffey-le-Chateau
Chalczeule	Hyèvre-Magny	Saint-Maurice-Colombier
Champlive	Hyèvre-Paroisse	Saint-Vit
Chatillon-le-Duc	l'Isle-Sur-le-Doubs	Santoche
Chaucenne	Jallerange	Serre-les-Sapins
Chaux-les-Clerval	Laire	Thise
Chemaudin	Laissey	Tressandans
Chevigney-sur-l'Ognon	les Auxons	Vaire-Arcier
Chevroz	Lougres	Vaire-le-Petit
Clerval	Medière	le Vernoy
Colombier-Fontaine	Miserey-Salines	Voujaucourt
Courcelles-les-Montbéliard	Moncley	
Courchapon	Montbéliard	
Cubrial	Noironte	

##### **b) communes concernées par le classement sonore de 2011 qui ne sont plus concernées par le classement sonore ferroviaire de 2015**

Bavans  
Chalèze  
Devecey  
Grosbois  
Longeville-sur-Doubs

Sur ces cinq communes le classement sonore lié à la route reste inchangé et donc toujours en vigueur.



**Pour le réseau routier :**

Morteau  
Ruffey-le château

Correction d'une erreur matérielle liée au tracé d'une voie communale.

**Article 6 : Transcription dans les documents d'urbanisme**

Article inchangé

**Article 7 : Formalités administratives**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Doubs et affiché durant un mois à la mairie des communes concernées.

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux Maires des communes concernées
- à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche – Comté
- à Monsieur le Directeur Régional de RFF Bourgogne Franche – Comté

**Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Doubs, le Directeur départemental des territoires du Doubs et les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Le Préfet de la région Franche-Comté  
Préfet du Doubs**



Raphaël BARTOLT

## Classement sonore des infrastructures de transports terrestres Commune de : MISEREY-SALINES (25381)



Source de données DDT du Doubs  
Fonds cartographiques SCAN 25 : IGN

